

Palestro et de Magenta, et semblait les rendre invincibles. En 1870, l'armée allait au feu, d'un air plus sombre. Elle n'avait pas, pour s'exalter, ce ramboisement de liberté qui illuminait toutes choses à la veille de Montebello. Elle sentait, eût-on dit, que cette guerre était folle, injuste et qu'elle allait être fatale. Habités au sacrifice, ces braves gens marchaient sans se plaindre et d'un pas ferme; ils allaient, suivant la marche que jouaient les cuivres de leurs régiments, mourir pour la patrie, mais ils entraient dans la fournaise, non pas comme on court à la victoire, mais comme on s'avance, le front haut, vers une boucherie qu'on saura braver.

Ce qui s'était produit pour l'armée avait, à plus forte raison, marqué le départ du souverain. Il faut noter, là encore, la différence qui sépare 1870 de 1859.

Napoléon était parti pour l'Italie accompagné de l'acclamation populaire qui oubliait, ce jour-là, l'homme de Décembre, pour ne voir que l'homme qui venait de déclarer, — promesse à laquelle il manqua bientôt, — que l'Italie serait libre des Alpes à l'Adriatique. Le jour où il était parti, jetant cette parole de liberté, n'avait pas ressemblé à son retour, au lendemain de Villafranca. La foule avait été beaucoup moins communicative en août qu'en mai 1859. Cette fois, en 1870, Napoléon n'osa même point partir avec solennité. Il semblait que cet homme eût comme le pressentiment de l'avenir et la perception de l'épouvantable responsabilité qu'il avait prise.

On conte qu'au moment de se séparer de son fils, l'impératrice le mena aux Invalides et le fit s'agenouiller devant le tombeau du vainqueur d'Iéna. Si les morts entendaient, la poussière de Napoléon I^{er} eût tressailli, car jamais guerre ne fut plus follement engagée, et la souveraine qui priait l'avait en grande partie voulue et demandée. Le lendemain, Napoléon partait, accompagné de son fils. Il partait, comme à la dérochée, gagnant le chemin de fer de Strasbourg par le chemin de ceinture, et, encore une fois, comme s'il eût craint de se trouver face à face avec ce peuple français qu'il avait, durant dix-huit ans, osé appeler son peuple. Qui dira les pensées de ce rêveur, de ce chimérique et éternel songeur, au moment où il monta dans ce wagon qui l'emportait vers les sanglantes aventures? Lorsque la vapeur déchira l'air et que le train s'ébranla soudain sur la voie de fer, se dit-il qu'il partait une nouvelle fois pour l'exil, et qu'il y entraînait cet enfant pâle, assis à ses côtés?

Le train partit. L'empereur jeta un dernier coup d'œil à l'horizon, où était couché Paris, ce géant qu'il avait dompté, qu'il avait livré aux Corses, qu'il allait livrer aux Prussiens et qu'il ne devait plus revoir.

Avant de s'éloigner, après avoir reçu les vœux

du Sénat et du Corps législatif, il avait adressé cette proclamation au peuple français.

« Français,

« Il y a dans la vie des peuples des moments solennels où l'honneur national, violemment excité, s'impose comme une force irrésistible, domine tous les intérêts et prend seul en main la direction des destinées de la patrie. Une de ces heures décisives vient de sonner pour la France.

« La Prusse, à qui nous avons témoigné pendant et depuis la guerre de 1866 les dispositions les plus conciliantes, n'a tenu aucun compte de notre bon vouloir et de notre longanimité. Lancée dans une voie d'envahissement, elle a éveillé toutes les défiances, nécessité partout des armements exagérés, et fait de l'Europe un camp où règnent l'incertitude et la crainte du lendemain.

« Un dernier incident est venu révéler l'instabilité des rapports internationaux et montrer toute la gravité de la situation. En présence des nouvelles prétentions de la Prusse, nos réclamations se sont fait entendre. Elles ont été éludées et suivies de procédés dédaigneux. Notre pays en a ressenti une profonde irritation, et aussitôt un cri de guerre a retenti d'un bout de la France à l'autre. Il ne nous reste plus qu'à confier nos destinées au sort des armes.

« Nous ne faisons pas la guerre à l'Allemagne, dont nous respectons l'indépendance. Nous faisons des vœux pour que les peuples qui composent la grande nationalité germanique disposent librement de leurs destinées.

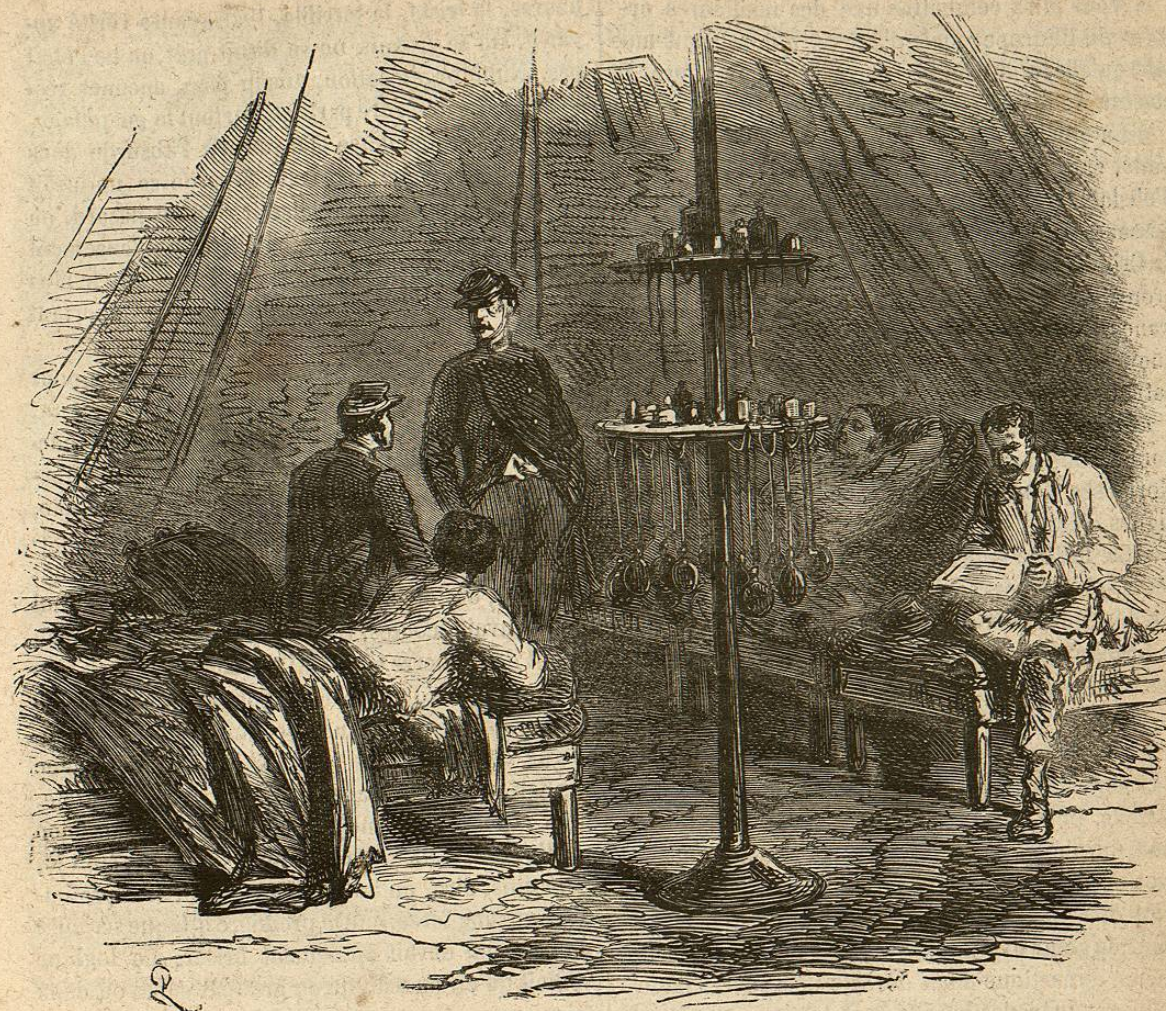
« Quant à nous, nous réclamons l'établissement d'un état de choses qui garantisse notre sécurité et assure l'avenir. Nous voulons conquérir une paix durable, basée sur les vrais intérêts des peuples, et faire cesser cet état précaire où toutes les nations emploient leurs ressources à s'armer les unes contre les autres.

« Le glorieux drapeau que nous déployons encore une fois devant ceux qui nous provoquent est le même qui porta à travers l'Europe les idées civilisatrices de notre grande Révolution. Il représente les mêmes principes; il inspirera les mêmes dévouements.

« Français,

« Je vais me mettre à la tête de cette vaillante armée qu'anime l'amour du devoir et de la patrie. Elle sait ce qu'elle vaut, car elle a vu dans les quatre parties du monde la victoire s'attacher à ses pas.

« J'emmène mon fils avec moi, malgré son jeune âge. Il sait quels sont les devoirs que son nom lui impose, et il est fier de prendre sa part dans les dangers de ceux qui combattent pour la patrie.



Intérieur d'une tente de mobiles au camp de Châlons.

« Dieu bénisse nos efforts. Un grand peuple qui défend une cause juste est invincible!

« NAPOLÉON. »

Après avoir dit, dans une autre proclamation aux marins de la flotte :

« Lorsque, loin du sol de la patrie, vous vous trouverez en face de l'ennemi, songez que la France est avec vous, que son cœur bat avec le vôtre et qu'elle appelle sur vos armes la protection du ciel.

« Pendant que vous combattrez sur mer, vos frères de l'armée de terre lutteront avec la même ardeur pour la même cause que vous. Secondez réciproquement vos efforts, que couronnera le même succès. »

Napoléon adressait cette lettre au commandant supérieur de la garde nationale de la Seine (le général Mellinet) :

Palais de Saint-Cloud, le 26 juillet 1870.

« Mon cher général, je vous prie d'exprimer de

ma part à la garde nationale de Paris combien je compte sur son patriotisme et son dévouement.

« Au moment de partir pour l'armée, je tiens à lui témoigner la confiance que j'ai en elle pour maintenir l'ordre dans Paris et pour veiller à la sûreté de l'impératrice.

« Il faut aujourd'hui que chacun, dans la mesure de ses forces, veille au salut de la patrie.

« Croyez, mon cher général, à mes sentiments d'amitié.

« NAPOLÉON. »

Enfin, en arrivant à Metz, devenu le quartier général impérial, il faisait afficher cette proclamation à ses soldats, proclamation où l'ironique destin souligne aujourd'hui cette phrase fatidique : *la guerre sera longue et pénible, hérissée d'obstacles et de forteresses.*

Proclamation de l'empereur à l'armée

« Soldats,

« Je viens me mettre à votre tête pour défendre l'honneur et le sol de la patrie.

« Vous allez combattre une des meilleures armées de l'Europe; mais d'autres, qui valaient autant qu'elle, n'ont pu résister à votre bravoure. Il en sera de même aujourd'hui.

« La guerre qui commence sera longue et pénible, car elle aura pour théâtre des lieux hérissés d'obstacles et de forteresses; mais rien n'est au-dessus des efforts persévérants des soldats d'Afrique, de Crimée, de Chine, d'Italie et du Mexique. Vous prouverez une fois de plus ce que peut une armée française animée du sentiment du devoir, maintenue par la discipline, enflammée par l'amour de la patrie.

« Quel que soit le chemin que nous prenions hors de nos frontières, nous y trouverons les traces glorieuses de nos pères. Nous nous montrerons dignes d'eux.

« La France entière vous suit de ses vœux ardents, et l'univers a les yeux sur vous. De nos succès dépend le sort de la liberté et de la civilisation.

« Soldats, que chacun fasse son devoir, et le Dieu des armées sera avec nous!

« NAPOLEON. »

La population de Metz fit à Napoléon un accueil sans chaleur. Déjà, par un sentiment de patriotisme profond, qu'il n'était pas sans crainte, la foule, et l'armée avec elle ne criaient plus : *Vive l'empereur!* mais : *Vive la France!* Un instinct secret, un filial serrement de cœur avertissaient tous les êtres que cette guerre dynastique allait devenir une guerre nationale, et que la destinée de la patrie appartenait au sort d'une journée de bataille. « Oui, avait dit cet écrivain qui se suicidait à New-York, en apprenant la déclaration de guerre, oui, avait dit Prévost-Paradol (1), la France payera de toute manière, du sang de ses enfants, si elle réussit, de sa grandeur et peut-être de son existence même si elle échoue, la série de fautes commises depuis le jour où le démembrement du Danemark a commencé sous nos yeux, depuis le jour où nous avons favorisé ce grand désordre avec la vaine espérance d'en tirer profit. » Et l'heure du paiement venait de sonner. Autant qu'en 1792, il s'agissait de mourir ou de vaincre, et en présence de ce dilemme terrible, l'empereur, effaré devant l'avenir, accablé sous la tâche entreprise, enfermé dans sa chambre à Metz, seul ou interrogeant ses généraux profondément inquiets ou sottement rassurés, passait ses journées à redouter le lendemain et, comme un homme dont la raison eût tout à coup baissé, à pleurer (on le vit pleurer) sur la redoutable aventure dans laquelle il venait d'entrer.

C'est que, dès les premiers jours de la déclaration de guerre, dès les premiers pas et les premières

(1) *La France nouvelle*, page 387.

heures, la triste, la terrible, l'effrayante vérité apparut. On se croyait, on se disait prêt, on ne l'était pas. Nulle organisation, aucun plan, aucunes ressources. Le désordre partout, partout le gaspillage, l'incurie; l'intendance alla jusqu'à l'absurde dans la désorganisation. Et, cette fois, on se mesurait avec un peuple qui ne laissait rien au hasard, où tout, hommes et choses, était scrupuleusement inspecté, étudié, classé de façon à produire le plus rapidement possible un résultat le plus important possible.

Nos forces étaient trop peu considérables pour lutter contre les armées alliées de l'Allemagne, car, au premier vent de guerre, à la première menace d'invasion française, les diverses nations germaniques n'avaient plus fait qu'un seul peuple, une seule armée. Les hommes politiques qui connaissaient à fond l'Allemagne avaient pourtant annoncé, de longue date, un tel résultat, mais nul ne les avait écoutés. Nous nous trouvions donc au début de la guerre avec 250,000 soldats tout au plus en face de plus d'un million d'hommes, dont 600,000 au moins pouvaient sur-le-champ entrer en campagne et marchaient précédés et flanqués d'une artillerie de 1500 canons. Pour leur tenir tête, pour faire nombre, notre armée développait bien ses lignes le long de la frontière, mais ce n'était là, pour ainsi dire, qu'un cordon humain, sans profondeur et sans force, que la première attaque sérieuse de l'ennemi devait fatalement briser. La logique voulait qu'on massât, qu'on groupât en un ou deux faisceaux notre armée et qu'on entrât en Allemagne avec ce coin solide ou qu'on maintint cette armée sur la frontière comme une phalange défensive, mais il fallait bien avoir l'air de couvrir toute notre ligne de l'est, il fallait faire mine de pénétrer en Allemagne comme on nous le promettait, sur une étendue de plusieurs lieues. « Si les Français ne sont pas devant Mayence avant le 25 août, avait dit M. de Moltke, ils n'y seront jamais. » Sa prédiction ou plutôt sa perception nette des choses se réalisait, et Bonaparte qui sentait bien la vérité d'une telle parole, se désolait à Metz, tandis que l'opinion parisienne fébrile, nerveuse, impatiente, répétait, comme le disait un des journaux qui la flattaient le plus : « Qu'attend-on? Que fait-on? Nous ne serons jamais à Berlin pour le 15 août! » (1)

L'histoire, lorsqu'elle veut être juste, c'est-à-dire demeurer l'histoire et non devenir le pamphlet,

(1) Pour montrer en quel état de désordre était l'armée, il suffit de citer les dépêches incroyables trouvées aux Tuileries, publiées par la *Commission des papiers* :

L'ENTRÉE EN CAMPAGNE.

Général de Failly, commandant 5^e corps, à Guerre. — Paris,

Bitche, le 18 juillet 1870.

Suis à Bitche avec 17 bataillons infanterie. Envoyez-nous argent pour faire vivre troupes. Les billets n'ont point cours.

doit, en recherchant les causes des événements humains, faire la part de chacun des acteurs du drame. Or, il faut le dire, en juillet 1870, la France était atteinte de même folie. Certes, l'empire est impardonnable, criminel. Il a fait cette guerre par intérêt, et après l'avoir déclarée sottement, il l'a stupidement conduite. Il n'était point préparé. Le budget de la guerre avait passé en fumée. L'empire, en 1870 comme en 1814 et 1815, a perdu la France. Deux empires, trois invasions. C'est un peu trop.

Mais la France aussi fut coupable. Non-seulement elle venait de donner près de huit millions de voix à l'empire, et, par cet imposant suffrage, d'amnistier solennellement le passé en engageant l'avenir, mais encore elle se laissait entraîner par l'odeur de poudre et ne conservait pas assez de sens pour s'opposer aux belliqueuses entreprises de l'empereur et de ses ministres. Rendons à chacun sa part de responsabilité. Bonaparte a la sienne, et certes la plus forte et la plus écrasante, mais dans toute faute, dans tout crime nés du despotisme, il y a deux coupables : le despote qui en est l'instigateur, la nation qui en est la complice. L'auteur de la *Servitude volontaire* l'a dit il y a trois siècles : « Le tyran ne dure que parce que le peu-

Point d'argent dans les caisses publiques des environs. Point d'argent dans les caisses des corps. DE FAILLY.

Intendant général à Blondeau, directeur administration guerre. — Paris.

Metz, le 20 juillet 1870, 9 h. 50 m. matin.

Il n'y a à Metz ni sucre, ni café, ni riz, ni eau-de-vie, ni sel, peu de lard et de biscuit. Envoyez d'urgence au moins un million de rations sur Thionville.

Général Ducrot à Guerre. — Paris.

Strasbourg, le 20 juillet 1870, 8 h. 30 m. soir.

Demain il y aura à peine 50 hommes pour garder la place de Neuf-Brisach; et Fort-Mortier, Schlestadt, la Petite-Pierre et Lichtenberg sont également dégarnis. C'est la conséquence des ordres que nous exécutons. C'est la conséquence de trouver des ressources dans la garde nationale mobile, et dans la garde nationale sédentaire, mais je ne me crois par autorisé à rien faire puisque Votre Excellence ne m'a donné aucun pouvoir. Il paraît positif que les Prussiens sont déjà maîtres de tous les défilés de la Forêt-Noire.

Général commandant 2^e corps à Guerre. — Paris.

Saint-Avold, le 21 juillet 1870, 8 h. 55 m. matin.

Le dépôt envoie énormes paquets de cartes inutiles pour le moment; n'avons pas une carte de la frontière de France; serait préférable d'envoyer en plus grand nombre ce qui serait utile et dont nous manquons complètement.

Général Michel à Guerre. — Paris.

Belfort, le 21 juillet 1870, 7 h. 30 m. matin.

Suis arrivé à Belfort; pas trouvé ma brigade; pas trouvé général de division. Que dois-je faire? Sais pas où sont mes régiments.

Guerre à général de Failly. — Bitche.

Paris, le 21 juillet 1870, 4 h. 30 m. soir.

Argent est à Strasbourg et une voie ferrée vous réunit à

ple lui fait un piédestal ». Ainsi ses entreprises ne sont possibles qu'avec la complicité de ceux qu'il gouverne. Et certes, la France se laissa emporter par une fièvre belliqueuse, aveugle, défavorable, qui ressemblait fort à de la complicité. Les cartons des Tuileries étaient pleins des délibérations des conseils municipaux de province, interrompant les affaires les plus urgentes de la commune, pour faire acte politique et adresser leurs félicitations, leurs acclamations à l'auteur de cette guerre. Coupable enivrement que la nation a payé cher! Parmi les adresses reçues, une des premières (ô destinée!) fut l'adresse du conseil municipal de Wissembourg.

Wissembourg, le premier nom fatal de cette terrible guerre!

Et, pendant ce temps, dans les campagnes, la fureur bonapartiste s'alliait à je ne sais quels fauves instincts. La brute s'éveillait dans l'homme, car, comme dit Channing, le mal principal de la guerre, ce n'est pas la mort sous ses formes les plus affreuses, ce n'est pas le renversement des cités, l'appauvrissement des nations, la famine, la peste, c'est le mal moral, et la guerre est la concentration de tous les crimes humains. Elle fait de l'homme une bête de proie. N'allait-on pas voir, en effet, la

à cette place. Pas de revolvers dans les arsenaux; on a donné 60 francs aux officiers pour en faire venir par le commerce. Il faut attendre l'empereur et vous prêter aux circonstances.

Général et commandant 4^e corps au major général. — Paris.

Thionville, le 24 juillet 1870, 9 h. 12 m. matin.

Le 4^e corps n'a encore ni cantines, ni ambulances, ni voitures d'équipages pour les corps et les états-majors. Toul est complètement dégarni.

Intendant 3^e corps à Guerre. — Paris.

Metz, le 24 juillet 1870, 7 h. soir.

Le 3^e corps quitte Metz demain. Je n'ai ni infirmiers, ni ouvriers d'administration, ni caissons d'ambulance, ni fours de campagne, ni train, ni instruments de pesage, et, à la 4^e division et à la division de cavalerie, je n'ai pas même un fonctionnaire. Je prie Votre Excellence de me tirer de l'embarras où je suis, le grand quartier général ne pouvant me venir en aide, bien qu'il y ait plus de dix fonctionnaires.

Sous-intendant à Guerre, 6^e direction, bureau des subsistances. Paris.

Mézières, le 25 juillet 1870, 9 h. 20 m. matin.

Il n'existe aujourd'hui dans les places de Mézières et de Sedan ni biscuit si salaisons.

Major général à Guerre. — Paris.

Metz, le 27 juillet 1870, 1 h. 12 m. soir.

Les détachements qui rejoignent l'armée continuent à arriver sans cartouches et sans campement.

Maréchal Canrobert à Guerre. — Paris.

Camp Châlons, le 4 août 1870, 8 h. 35 m. matin.

Dans les vingt batteries du 6^e corps d'armée, il n'y a en ce moment qu'un seul vétérinaire. Prière de combler cette lacune.

terreur dans les esprits engendrer bientôt la barbarie dans les actes? Ne vit-on pas un député du centre gauche menacé de mort dans sa province, parce qu'il avait discuté, bien modérément, les dernières actions de l'empire? Ne vit-on pas, hélas! pis et plus horrible que cela : à Hautefaye, dans la Dordogne, un malheureux jeune homme, M. de Moneys, brûlé vif, parce que des paysans, foule hideuse, l'accusaient d'avoir crié : *A bas l'empereur!* C'était en août, en plein soleil, en plein jour de foire, de *frairie*, devant des milliers de gens. On assomma cet homme, on le tua à demi à coups de pieds, à coups de pierres, à coup de bâtons, puis on le porta sur un tas de fagots et l'on y mit le feu. Des paysans sautaient autour du bûcher en criant : *Vive l'empereur!* Il y en eut un qui alluma sa cigarette à des tisons pris sur le corps de M. de Moneys : un autre le montrait du doigt en disant : « Voyez, comme cela grille bien ». Le nommé Besse, voyant flamber la graisse qui coulait le long du corps, n'exprimait qu'un regret, c'est que toute cette graisse fût perdue.

Jamais, je crois, un tel forfait ne se vit en France. L'horreur du meurtre de Fualdès était dépassée. Le crime d'Hautefaye était d'ailleurs un crime en quelque sorte tout politique et qui montrait toute l'étendue de la plaie, de la gangrène sociale. Il était né de la fièvre communiquée à la France par la guerre et de la brutalité inoculée par l'empire. Ces paysans, en brûlant un homme au nom de l'empereur, condamnaient irréparablement le régime césarien. En quel pays un accusé, convaincu d'avoir martyrisé son semblable, se fût imaginé qu'on le décorerait pour ce forfait? C'était cependant ce que croyait un des bourreaux de M. de Moneys. Il fallait les mœurs impériales pour faire entrer un si farouche espoir dans une cervelle humaine, fût-ce la cervelle épaisse d'une brute. Et ce n'est pas seulement sur un point de notre France qu'un assassinat aussi incroyable pouvait se produire, mais presque partout apparaissaient les symptômes de jacquerie bonapartiste, et cela sans que l'autorité prit des mesures pour prévenir de telles scènes, dignes des chauffeurs et des cannibales. Les paysans criaient *au traître et au républicain* comme on crie *au loup*. Signe du temps. Ce crime, dont la place est marquée à côté des pages les plus douloureuses de 1870 et 1871, ce crime, qui les complète et les explique, nous apprendait à détester encore davantage la force, le crime, la brutalité, l'ignorance et la noire sottise.

Il épouvanta, même à l'heure où la patrie était envahie, par ce qu'il découvrait de décomposition et de furie au fond de la nation. S'il ne fit point pousser un plus grand cri d'horreur, c'est que la nation ne regardait que le théâtre de la guerre et n'épiait que le bruit du canon.

Nos troupes avaient été divisées en huit corps d'armée :

- 1^{er} corps : maréchal Mac-Mahon;
- 2^e — général Frossard;
- 3^e — maréchal Bazaine;
- 4^e — général de Ladmirault (à Thionville);
- 5^e — général de Faily (à Bitche);
- 6^e — maréchal Canrobert (à Châlons);
- 7^e — général Félix Douay (à Belfort);
- 8^e — (garde impériale) général Bourbaki.

Le maréchal Mac-Mahon était à Strasbourg avec l'armée d'Afrique, Frossard à Saint-Avold avec l'armée venant du camp de Châlons; Bazaine à Metz avec l'armée de Lyon; de Faily à Bitche et Canrobert à Châlons formait le 6^e corps, tandis que Félix Douay organisait le 7^e à Belfort. La garde impériale (8^e corps) était tantôt à Metz, tantôt à Boulay.

Encore une fois, le total de ces huit corps d'armée, fort incomplets, n'était pas comparable au chiffre redoutable de l'armée allemande.

La Confédération du Nord seule mettait sur pied 380 bataillons d'infanterie, 300 escadrons de cavalerie, 200 batteries d'artillerie (1,200 pièces), 13 bataillons du génie, 13 bataillons du train, en tout 550,000 hommes, plus la réserve (180,000 hommes à peu près), sans compter les 200,000 hommes de la landwehr.

L'armée bavaroise fournissait 110,000 soldats, l'armée wurtembergeoise 36,700, l'armée badoise 36,600. Ces forces considérables furent tout d'abord groupées en trois armées : la première, sous le commandement du vieux général Steinmetz; la seconde, sous le commandement du prince Frédéric-Charles; la troisième avait pour chef le Prince royal de Prusse.

Une autre armée, destinée à protéger les côtes (car notre flotte s'armait à Cherbourg pour opérer, disait-on, dans la Baltique) et commandée par le duc de Mecklembourg-Schwerin, comprenait les corps de Falkenstein, Lowenfeld, Bonin et Herwarth de Bittenfeld. Elle devait bientôt, comme les autres, entrer en France.

On trouvera, aux documents complémentaires, le tableau des divisions des deux armées, tel qu'on peut l'établir d'après les documents certains (1). Nous ne tracerons pas ici les portraits des divers généraux qui commandaient nos troupes. Nous aurons l'occasion de les retrouver, l'un après l'autre, dans le cours de cette histoire. Disons cependant que la patrie avait foi, une foi aveugle, dans quelques-uns. On aimait ce soldat d'Afrique, Mac-Mahon, qui, après être monté sur la tour croulante de Malakoff, avait, à Magenta, sauvé

(1) Entre autres d'après le *Journal d'un officier de l'armée du Rhin*.



Les paysans lorrains fuyant devant l'ennemi, après la bataille de Forbach.